



Assemblée générale

Distr. générale
24 août 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 74 a) de l'ordre du jour provisoire*

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale : renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

Fonds central pour les interventions d'urgence

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Conformément aux dispositions de la résolution 71/127 de l'Assemblée générale, on trouvera dans le présent rapport un compte rendu des activités menées dans le cadre du Fonds central pour les interventions d'urgence du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Le Fonds a continué de faire la preuve de son efficacité en permettant d'apporter une aide humanitaire vitale et ciblée à des populations en situation de crise. Durant la période considérée, le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé le versement de 438,9 millions de dollars, destinés à financer 439 projets mis en œuvre dans 47 pays. En outre, un prêt d'un montant de presque 8 millions de dollars a été approuvé par la composante prêts du Fonds. Au 31 décembre 2016, le Fonds avait reçu des contributions d'un montant total de 426,3 millions de dollars pour l'année écoulée, soit un peu moins de 95 % de l'objectif annuel fixé à 450 millions de dollars. Ce déficit était en partie imputable à la valeur relativement élevée du dollar des États-Unis vis-à-vis des principales monnaies des donateurs. En décembre 2016, afin de répondre à l'augmentation des besoins humanitaires, l'Assemblée a adopté la résolution 71/127, dans laquelle elle a appelé à accroître les contributions volontaires au Fonds afin de porter le financement annuel à 1 milliard de dollars des États-Unis d'ici à 2018.

* A/72/150.



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 71/127 de l'Assemblée générale relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport détaillé sur l'emploi des ressources du Fonds central pour les interventions d'urgence. On y trouvera un compte rendu des activités menées dans le cadre du Fonds entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016.

II. Vue d'ensemble des engagements de financement pris par le Fonds

2. En 2016, le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé des dotations d'un montant total de 438,9 millions de dollars pour financer des projets d'aide humanitaire menés dans 47 pays (voir tableau 1). Sur ce montant, 288,9 millions de dollars ont été alloués par le guichet interventions d'urgence et 150 millions de dollars par le guichet financement insuffisant à des situations de crise sous-financées. Le Coordonnateur a également approuvé l'octroi d'un prêt de 8 millions de dollars au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en octobre 2016 pour faire face à l'épidémie de choléra en Haïti et d'un prêt de 20 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en novembre 2016 pour fournir des services de santé et une aide alimentaire essentiels dans les cinq zones d'opérations de l'Office. Entre sa création en 2005 et la fin de l'année 2016, le Fonds a alloué 4,6 milliards de dollars à l'aide humanitaire dans plus de 98 pays. Ces financements sont accordés aux programmes, fonds et institutions spécialisées des Nations Unies, qui sont collectivement désignés sous l'appellation « d'organismes » dans le présent rapport.

Tableau 1

Dotations du Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016

(En dollars des États-Unis)

	<i>Guichet interventions d'urgence</i>	<i>Guichet financement insuffisant</i>	<i>Total</i>
Montant approuvé	288 984 456	149 937 717	438 922 173
Nombre de pays et territoires bénéficiaires	43	15	47 ^a
Nombre de projets financés	309	130	439

^a Certains pays ou territoires ont reçu des dotations des deux guichets de financement.

3. Conformément à la circulaire ST/SGB/2010/5 du Secrétaire général, au moins deux tiers des montants alloués par le Fonds doivent être versés par son guichet interventions d'urgence. Les dotations de ce guichet permettent de répondre rapidement aux besoins humanitaires en finançant des activités essentielles et vitales dès le début d'une crise soudaine ou en cas de forte aggravation d'une situation d'urgence existante. Pendant la période considérée, le Fonds a fourni 288,9 millions de dollars à 43 pays par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence (voir tableau 2). Les principaux bénéficiaires ont été l'Iraq (33,4 millions de dollars), le Nigéria (23,5 millions), le Soudan du Sud (20,8 millions), le Soudan

(17,6 millions) et la Somalie (12,9 millions). En Iraq, au Nigéria, au Soudan du Sud et au Soudan, les sommes versées visaient principalement à aider les populations touchées par des conflits et des déplacements. Par exemple, en Iraq, les dotations fournies ont permis d'apporter une assistance vitale aux personnes déplacées par les combats à Fallouja. En Somalie, les fonds versés au titre des interventions d'urgence ont aidé les victimes de la sécheresse ainsi que les personnes touchées par une épidémie de choléra. Dans l'ensemble, 168,9 millions de dollars de financement au titre des interventions d'urgence ont permis d'apporter une aide à des personnes touchées par des conflits; 106,9 millions de dollars ont été affectés à l'aide humanitaire liée aux phénomènes climatiques et aux catastrophes naturelles (sécheresse, tempêtes, inondations et tremblements de terre); 12,8 millions de dollars ont permis de répondre rapidement à des situations d'urgence sanitaire; 0,3 million de dollars ont été alloués à la lutte contre de graves invasions de criquets menaçant les cultures.

Tableau 2

Dotations du guichet interventions d'urgence par pays

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Somme totale allouée</i>
Afghanistan	9 782 398
Angola	7 989 386
Bangladesh	4 890 038
Cameroun	4 187 543
Congo	2 366 915
Côte d'Ivoire	1 965 416
Cuba	5 352 736
Djibouti	1 972 054
Équateur	7 501 349
Éthiopie	9 491 863
Fidji	8 022 382
Guatemala	4 829 690
Guinée	2 971 319
Haïti	10 383 240
Iraq	33 354 244
Jordanie	9 377 520
Kenya	962 943
Lesotho	4 782 918
Madagascar	5 988 888
Malawi	1 437 503
Mongolie	2 442 974
Mozambique	4 679 803
Myanmar	3 570 457
Népal	1 942 999

<i>Pays</i>	<i>Somme totale allouée</i>
Niger	4 989 275
Nigéria	23 483 769
Ouganda	10 297 497
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 736 155
République centrafricaine	2 985 563
République démocratique du Congo	5 594 179
République démocratique populaire lao	328 811
République populaire démocratique de Corée	5 054 519
République-Unie de Tanzanie	1 498 097
Rwanda	4 218 944
Somalie	12 885 332
Soudan	17 644 007
Soudan du Sud	20 823 623
Sri Lanka	4 320 080
Swaziland	3 141 908
Tchad	9 991 552
Timor-Leste	846 703
Viet Nam	3 897 864
Yémen	2 000 000
Total	288 984 456

4. Jusqu'à un tiers des dotations du Fonds sont destinées aux situations d'urgence insuffisamment financées. Ces dotations, qui sont versées en deux tranches au cours de l'année, permettent aux partenaires de mener des activités d'une importance vitale dans des zones où le financement de l'aide humanitaire est constamment insuffisant. Cette approche permet de répondre à des besoins d'aide humanitaire critiques et contribue à mettre en lumière l'insuffisance des financements, ainsi que les zones dont les donateurs se désintéressent peut-être. En 2016, le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé le versement par l'intermédiaire du guichet financement insuffisant de près de 150 millions de dollars, destinés à des activités menées dans 15 pays. Quatre-vingt-treize pour cent des fonds fournis par ce guichet ont aidé des populations touchées par des conflits et des déplacements en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique du Nord et au Yémen. Les montants les plus élevés ont été affectés aux crises touchant l'Ouganda (18 millions de dollars, pour les réfugiés), le Mali (16 millions de dollars, pour les déplacements de population), le Yémen (13 millions de dollars, pour les déplacements), le Burundi (13 millions de dollars, pour les réfugiés) et la Libye (12 millions de dollars, pour les conflits et déplacements).

5. Au total, les versements se sont élevés à 100 millions de dollars au cours de la première tranche en février et à 50 millions de dollars au cours de la seconde tranche en août (voir tableau 3). La première tranche de fonds versés par le guichet financement insuffisant a permis de fournir une assistance vitale dans neuf pays. Pour répondre aux besoins créés par les déplacements de population en Afrique de

L'Est et en Afrique centrale, le Fonds a alloué 64 millions de dollars à l'apport d'aide à 1,7 million de personnes au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan. En sus de ce montant, 28 millions de dollars ont servi à répondre aux besoins humanitaires d'environ 800 000 personnes touchées par les conflits, les déplacements et l'insécurité alimentaire en Libye et au Mali, et 8 millions de dollars à financer des interventions humanitaires menées en République populaire démocratique de Corée (y compris l'apport d'assistance à 1,8 million d'enfants de moins de 5 ans et 350 000 femmes enceintes ou allaitantes). À l'exception de 8 millions de dollars, les dotations de la première tranche ont toutes servi à financer des secours apportés à la suite de déplacements. Les dotations de 50 millions de dollars de la deuxième tranche ont permis de financer les secours liés aux déplacements dans quatre pays d'Afrique centrale et au Yémen, ainsi que divers services de santé et de nutrition dispensés auprès de victimes de la sécheresse en Érythrée. La deuxième tranche de financement visait à bénéficier à environ deux millions de personnes. Grâce aux organismes des Nations Unies et à leurs partenaires d'exécution locaux, les personnes déplacées ont, entre autres services et appui, bénéficié de traitements contre la malnutrition, d'un accès à des soins de santé, d'une protection contre les maladies transmises par l'eau et d'une assistance à la sécurité alimentaire.

Tableau 3

Dotations du guichet financement insuffisant par pays

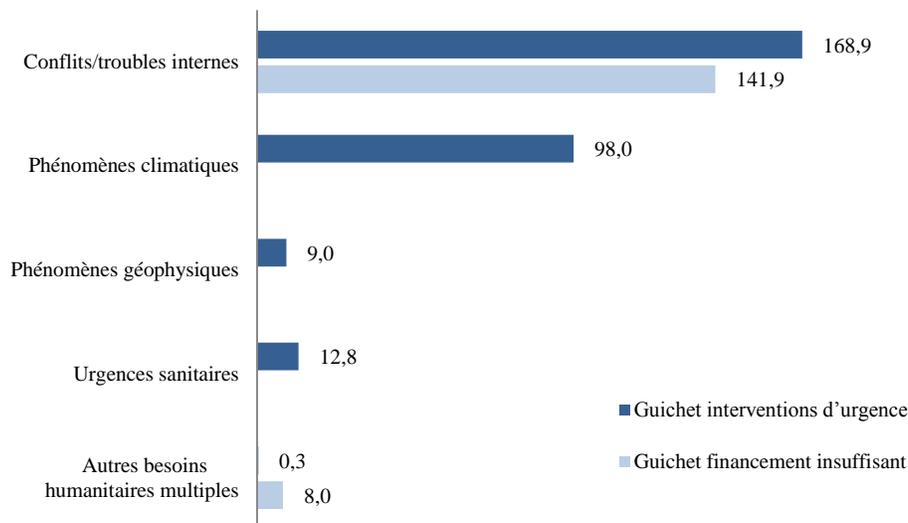
(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Première tranche</i>	<i>Seconde tranche</i>	<i>Total</i>
Burundi	12 985 955		12 985 955
Érythrée		2 002 599	2 002 599
Éthiopie	10 991 119		10 991 119
Kenya	3 998 746		3 998 746
Libye	11 989 024		11 989 024
Mali	15 999 980		15 999 980
Ouganda	18 000 027		18 000 027
République centrafricaine		8 999 815	8 999 815
République démocratique du Congo		10 995 505	10 995 505
République populaire démocratique de Corée	8 000 692		8 000 692
République-Unie de Tanzanie	10 994 664		10 994 664
Rwanda		4 998 778	4 998 778
Soudan	6 991 425		6 991 425
Tchad		10 000 551	10 000 551
Yémen		12 988 837	12 988 837
Total	99 951 632	49 986 085	149 937 717

6. En 2016, les partenaires ont utilisé les dotations du Fonds pour aider des populations en proie à diverses situations d'urgence humanitaire (voir figure I). Un montant total de 310,8 millions de dollars – soit près de 71 % de l'ensemble des fonds versés – a été affecté à des projets d'aide aux personnes touchées par des conflits ou des troubles internes. Les principaux pays bénéficiaires de cette forme d'aide ont été l'Iraq (33,4 millions de dollars), l'Ouganda (28,3 millions), le Soudan (24,6 millions), le Nigéria (23,1 millions) et le Soudan du Sud (20,8 millions).

Figure I
**Répartition des dotations du Fonds central pour les interventions d'urgence
 par type de situation d'urgence en 2016**

(En millions de dollars des États-Unis)



7. Les situations d'urgence dues aux déplacements ont constitué le principal domaine d'intervention du Fonds en 2016. L'aide humanitaire liée au climat a été, comme en 2015, le deuxième. Un montant total de 98 millions de dollars a été alloué à l'assistance apportée à la suite de phénomènes météorologiques, hydrologiques et climatiques. Ce montant est inférieur à celui de 2015, année pendant laquelle le Fonds a fourni un appui considérable visant à mettre en place l'apport d'aide humanitaire aux personnes touchées par les effets du phénomène El Niño, mais demeure nettement supérieur à celui de 2014. En 2016, les dotations ont été réparties entre 21 pays aux situations diverses, situés dans toutes les régions d'opération. Plus de 52 millions de dollars ont été décaissés pour faire face aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse qui sont en grande partie liées au phénomène El Niño. En outre, un montant de 7,5 millions de dollars a été alloué aux secours apportés à la suite du tremblement de terre survenu en Équateur en avril 2016.

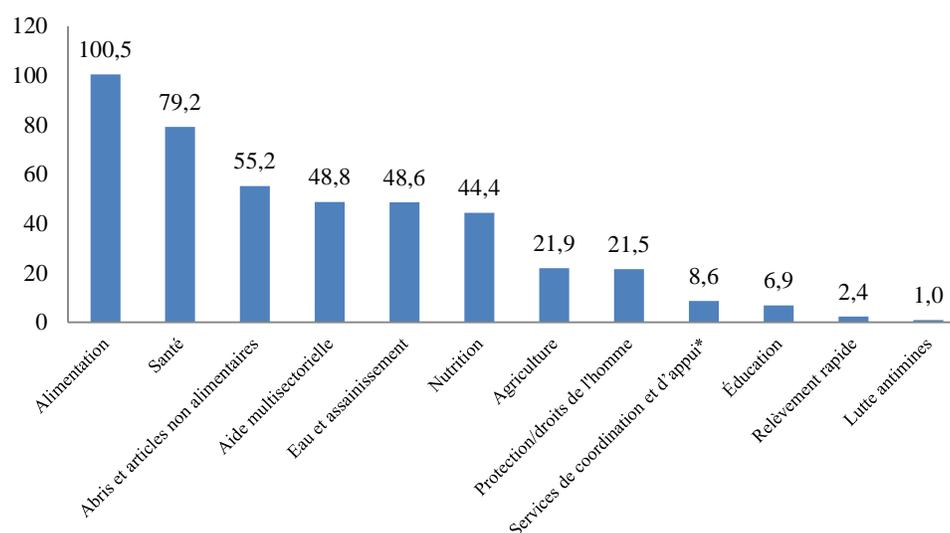
8. En ce qui concerne la répartition par secteur, un peu plus du quart des fonds alloués (soit 122,4 millions de dollars) l'a été à des interventions menées dans le domaine de la sécurité alimentaire, y compris l'aide alimentaire (100,5 millions de dollars) et l'appui à l'agriculture et aux moyens de subsistance (élevage compris) (21,9 millions). En outre, un montant de 44,4 millions de dollars a été affecté à l'assistance nutritionnelle, ce qui porte le montant total des dotations au titre de la sécurité alimentaire et de la nutrition à 166,8 millions de dollars, soit 38 % des allocations du Fonds, niveau comparable à celui de 2015 (40 %) (voir figure II).

9. En 2016, un montant de 79,2 millions de dollars a été alloué à des interventions menées dans le domaine de la santé, dont 54,8 millions à des situations d'urgence dues à des conflits, 10,4 millions à des situations de crise liées au climat et 10,2 millions à la lutte contre des épidémies. Un montant total de 55,2 millions de dollars a été affecté à des interventions qui consistaient entre autres à fournir des abris et des articles non alimentaires.

10. Un montant total de 48,6 millions de dollars a été alloué à des interventions humanitaires menées dans le domaine de l’approvisionnement en eau et de l’assainissement. Sur ce montant, environ 30,6 millions de dollars ont été affectés à des situations de crises dues aux conflits et 13,8 millions à des interventions liées au climat. En 2016, le Fonds a alloué 8,6 millions de dollars à la coordination des camps, à la sûreté et la sécurité du personnel, à la logistique et aux télécommunications et aux services aériens d’aide humanitaire.

Figure II
Répartition des dotations du Fonds central pour les interventions d’urgence par secteur en 2016

(En millions de dollars des États-Unis)



* Les services de coordination et d’appui comprennent la coordination et la gestion des camps, les services aériens communs d’aide humanitaire, la logistique commune, les télécommunications communes et la sûreté et la sécurité du personnel et des opérations.

11. En 2016, les interventions humanitaires menées en Afrique afin de répondre aux importants besoins dus principalement aux conflits et aux effets des changements climatiques ont de nouveau représenté la part la plus importante du financement par région. Un montant total de 295,3 millions de dollars a été affecté aux besoins humanitaires en Afrique, ce qui représente 67,3 % de l’ensemble des dotations de 2016, soit une hausse importante par rapport au pourcentage de 2015 (52,3 %). Ces fonds visaient principalement à répondre aux besoins apparus à la suite de conflits (197,3 millions de dollars) et de troubles internes (44,9 millions). À l’instar de la part relativement élevée du financement accordé en 2016 aux situations d’urgence climatiques, en particulier à la lutte contre la sécheresse, les dotations visant à combattre les effets des changements climatiques en Afrique se sont élevées à 40,7 millions de dollars, soit 14 % de l’ensemble des dotations destinées à ce continent. Sur le montant total des sommes allouées aux interventions menées en Afrique, 123,8 millions de dollars l’ont été dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ce qui est comparable au montant de 120,7 millions de dollars affecté à ces secteurs en 2015. Un montant total de 43,3 millions de dollars a été alloué aux interventions sanitaires (contre 24,5 millions en 2015). Les sommes allouées à la fourniture d’abris ont également presque doublé, passant de 14,9 millions de dollars en 2015 à 28,5 millions en 2016.

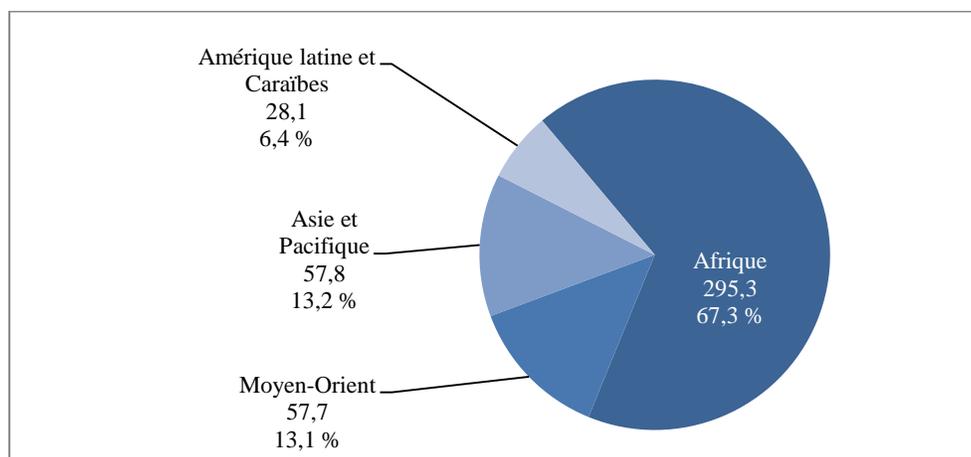
12. Un montant total de 57,8 millions de dollars a été alloué aux besoins humanitaires en Asie et dans le Pacifique en 2016, contre 77,5 millions en 2015. Près de 65 % des sommes allouées en 2016 visaient à répondre à des besoins liés au climat. Les dotations du Fonds ont pour la première fois permis de venir en aide à des populations de trois pays d'Asie qui n'en avaient jamais bénéficié auparavant. Ces besoins liés au climat étaient dus à la sécheresse (Papouasie-Nouvelle-Guinée et Viet Nam) et aux cyclones tropicaux (Fidji).

13. Les organismes des Nations Unies en Équateur ont également reçu des dotations du Fonds pour la première fois en 2016, à la suite du tremblement de terre d'avril. Des allocations d'un montant de 28,1 millions de dollars ont été affectées à des projets menés en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui visaient tous à remédier aux conséquences de catastrophes naturelles, dont le tremblement de terre en Équateur, l'ouragan Matthew à Cuba et en Haïti (en octobre) et la sécheresse au Guatemala.

14. Des dotations du Fonds d'un montant de 57,7 millions de dollars ont été allouées à l'action humanitaire au Moyen-Orient (en Iraq, en Jordanie et au Yémen), contre 122,7 millions en 2015 – année au cours de laquelle le Liban, la République arabe syrienne et le Yémen avaient été les principaux bénéficiaires du Fonds dans cette région. En 2015, le Fonds avait contribué pour beaucoup au développement des activités menées à la suite de l'intensification du conflit au Yémen, en affectant 44,3 millions de dollars à des interventions d'urgence. Les besoins de financement croissants étant supérieurs aux ressources disponibles en 2016, le Fonds a de nouveau apporté son soutien au Yémen, avec des dotations de 12 millions de dollars provenant du guichet financement insuffisant et un montant de 2 millions de dollars visant à mettre en place d'urgence des premières mesures de lutte contre une épidémie de choléra.

Figure III
Répartition des dotations du Fonds central pour les interventions d'urgence par région en 2016

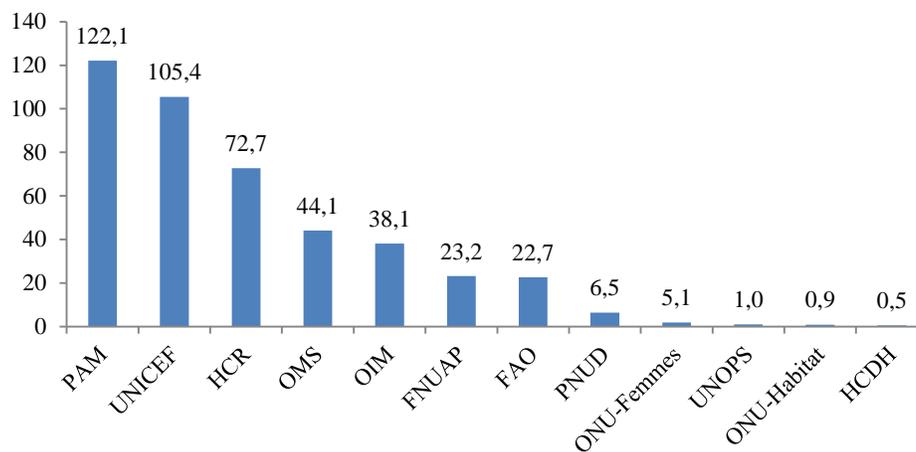
(En millions de dollars des États-Unis et en pourcentage)



15. En 2016, les organismes qui ont reçu les allocations du Fonds les plus importantes ont été le Programme alimentaire mondial (122,1 millions de dollars pour 71 projets menés dans 39 pays); l'UNICEF (105,4 millions de dollars pour 126 projets menés dans 43 pays); le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (72,7 millions de dollars pour 48 projets menés dans 23 pays) (voir figure IV).

Figure IV
**Répartition des dotations du Fonds central pour les interventions d'urgence
 par organisme en 2016**

(En millions de dollars des États-Unis)



Abréviations : FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; OIM : Organisation internationale pour les migrations; OMS : Organisation mondiale de la Santé; ONU-Femmes: Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains; PAM : Programme alimentaire mondial; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

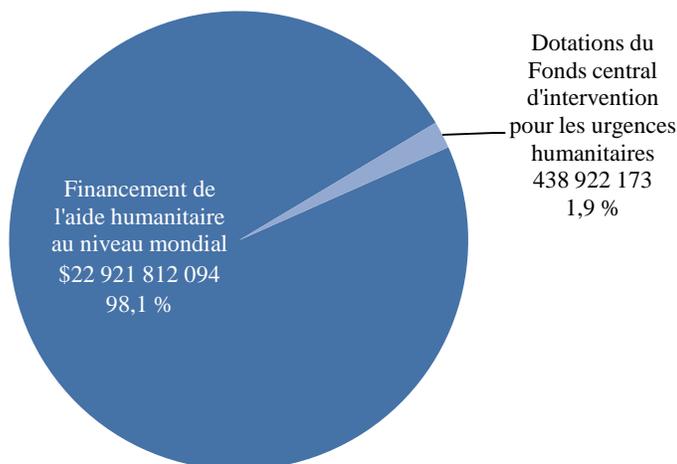
16. En application de la résolution [66/119](#) de l'Assemblée générale, le Fonds est doté d'une composante prêts de 30 millions de dollars devant lui permettre d'accorder des prêts aux organismes répondant aux conditions requises en attendant qu'ils mobilisent les ressources nécessaires. En 2016, le Fonds a octroyé un prêt de 8 millions de dollars à l'UNICEF pour intervenir face à l'épidémie de choléra en Haïti.

III. Utilisation du Fonds

17. À l'échelle mondiale, les besoins humanitaires ont atteint des niveaux sans précédent en 2016. Les crises humanitaires ont touché près de 130 millions de personnes de par le monde, dans la plupart des cas du fait de conflits armés. Le financement de l'aide humanitaire a atteint 22,9 milliards de dollars au niveau mondial en 2016, les décaissements du Fonds représentant 1,9 % de ce montant (voir figure V), contre 2,3 % en 2015.

Figure V
**Dotations du Fonds central pour les interventions d'urgence en pourcentage
 du financement de l'aide humanitaire à l'échelle mondiale en 2016**

(En dollars des États-Unis et en pourcentage)



Source : Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

18. En 2016, le Fonds a continué de répondre aux besoins les plus pressants des personnes en situation de crise. Son avantage inégalé tient au fait que le Coordonnateur des secours d'urgence peut hiérarchiser les activités d'assistance en fonction des besoins les plus importants du moment. Cette priorité accordée aux personnes qui sont le plus en difficulté nécessite une planification et une hiérarchisation communes de la part des équipes de pays pour l'action humanitaire, y compris les partenaires humanitaires et les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'aide humanitaire. Cette approche renforce les processus communs d'évaluation des besoins et de planification afin de garantir un emploi plus stratégique des dotations du Fonds dans toutes les situations d'urgence.

19. En plus de répondre directement à d'urgents besoins humanitaires, les dotations du Fonds contribuent également à mettre en lumière des crises nouvelles ou récentes et à attirer l'attention sur des situations dans lesquelles le financement de l'action humanitaire fait cruellement défaut.

A. Le Fonds central pour les interventions d'urgence et la crise des déplacements de population : le financement des secours d'urgence dans divers pays et contextes

20. En 2016, le Fonds a alloué 285 millions de dollars à l'aide humanitaire liée aux déplacements de population, soit 65 % de l'ensemble de ses dotations, ce qui représente une proportion comparable à celle de 2015. Ces chiffres témoignent de l'ampleur du phénomène : au niveau mondial, on compte plus de 65 millions de personnes déplacées, en grande partie à cause de conflits ou de violences, qu'elles se trouvent à l'intérieur de leur propre pays ou soient réfugiées ou aient demandé l'asile ailleurs. En outre, 24,2 millions de personnes de plus ont été déplacées en 2016 du fait de catastrophes de par le monde.

21. En 2016, les déplacements ne se sont pas limités à un pays ou une région en particulier. Les dotations du Fonds liées aux déplacements ont permis de financer des opérations de secours dans 23 pays et ont été versées par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence et du guichet financement insuffisant. Les pays ci-après ont été les principaux bénéficiaires des dotations du Fonds visant à remédier aux besoins liés aux déplacements : l'Ouganda (28,3 millions de dollars), le Soudan (24,6 millions), le Nigéria (23,1 millions), l'Éthiopie (20,5 millions) et l'Iraq (18,4 millions).

22. Les dotations liées aux déplacements ont porté sur les secteurs suivants : sécurité alimentaire (65,5 millions de dollars), santé (43,5 millions), assistance multisectorielle aux réfugiés (38 millions), abris et articles non alimentaires (32,4 millions) et nutrition (21,8 millions). Les dotations liées à la protection dans les situations de déplacement ont atteint 14,8 millions de dollars.

23. Les exemples présentés ci-après montrent comment les dotations du Fonds ont contribué à l'amélioration des conditions de vie dans différents pays et situations de déplacement, grâce au financement d'interventions rapides et au guichet financement insuffisant.

24. Lorsque les forces de sécurité iraqiennes ont entrepris de reprendre la ville de Fallouja au milieu de l'année 2016, les combats intenses ont contraint 85 500 habitants de la ville à fuir leur foyer. Environ 150 000 personnes manquaient cruellement de nourriture, d'eau potable, de médicaments et d'électricité. La chaleur rendait leur survie plus difficile encore. Les organismes humanitaires s'étaient préparés à faire face à une telle situation, mais l'ampleur de la crise dépassait les prévisions, d'où la nécessité de trouver des ressources supplémentaires. À la mi-juillet, le Fonds a affecté 15 millions de dollars à l'aide humanitaire à Fallouja et dans les provinces environnantes d'Anbar et de Salaheddin, dans le cadre du guichet interventions rapides. Ce financement a permis au HCR, à l'OIM, à l'OMS et à l'UNICEF de venir en aide à environ 150 000 personnes en leur fournissant des soins de santé d'urgence, des abris et des fournitures de secours, de l'eau et des services d'assainissement, une aide alimentaire et des services de protection et en assurant la gestion et la coordination des camps.

25. Pour répondre aux besoins liés aux déplacements de population en Afrique de l'Est et en Afrique du Nord, le Fonds a alloué 64 millions de dollars pour venir en aide à 1,7 million de personnes au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan.

26. En 2016, le Fonds a affecté 28,3 millions de dollars à des activités humanitaires menées en Ouganda à la suite de déplacements de population. L'Ouganda accueille près d'un million de réfugiés, et les interventions qui y sont menées font écho aux efforts déployés face à la crise des déplacements que connaissent l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est depuis quelques années. Fournies en partie par le guichet financement insuffisant (18 millions de dollars) et par le guichet interventions rapides (10,3 millions), les dotations du Fonds ont contribué à répondre en Ouganda aux besoins des réfugiés du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud et de ceux des collectivités qui les accueillent. À la fin de l'année 2016, le conflit qui se poursuit au Soudan du Sud depuis 2013 avait contraint quelque 660 000 Sud-Soudanais à chercher refuge en Ouganda. L'Ouganda accueille aujourd'hui le plus grand camp de réfugiés du monde, le camp de Bidi Bidi, qui abrite 270 000 Sud-Soudanais. Près de 215 000 réfugiés originaires de la République démocratique du Congo vivent également en Ouganda, ainsi que 40 000 réfugiés du Burundi, le nombre de nouveaux arrivants de ce dernier pays ayant atteint son plus haut niveau en mars 2016. En 2016, les activités en faveur de ces divers groupes de réfugiés financées

par le Fonds comprenaient leur accueil et leur enregistrement; la fourniture d'abris et d'articles non alimentaires; la mise en place d'espaces adaptés aux femmes et aux enfants; des soins de santé sexuelle et reproductive; une aide alimentaire aux personnes en transit; un soutien aux moyens de subsistance et aux activités agricoles des familles de réfugiés; des soins de santé; des interventions dans les domaines de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

27. Lorsqu'une personne quitte son foyer, le déplacement initial ne constitue qu'une étape d'une série de bouleversements, qui comprend aussi l'accueil et l'installation dans un nouveau lieu et éventuellement à terme le retour dans sa localité d'origine. À chacune de ces étapes correspondent des besoins particuliers. En 2016, des dotations du Fonds d'un montant de 9,8 millions de dollars ont permis de porter assistance aux personnes retournant en Afghanistan. Les activités humanitaires menées dans ce pays visaient à aider des Afghans rentrant dans leur pays avec ou sans papiers, en leur fournissant par exemple un abri et des articles en prévision de l'hiver, une aide alimentaire, des services de soins de santé et une assistance financière et en les sensibilisant au danger des mines.

B. Catastrophes naturelles et épidémies

28. Le phénomène El Niño, qui se caractérise par une surabondance – ou au contraire une insuffisance – de précipitations, a continué de sévir auprès de différentes populations vulnérables de par le monde en 2016. Depuis 2015, El Niño a bouleversé les conditions météorologiques, entraînant des périodes de sécheresse aussi bien que des inondations, ainsi que des mauvaises récoltes dues au dessèchement des terres ou à une surabondance de précipitations et à un risque accru de maladies transmises par l'eau. Fin 2016, le phénomène avait touché quelque 60 millions de personnes en Afrique de l'Est et en Afrique australe, en Asie du Sud-Est, dans les îles du Pacifique et les Caraïbes et dans certaines régions de l'Amérique centrale. Entre le début de l'année 2015 et la fin de l'année 2016, le Fonds a alloué 117,5 millions de dollars aux secours liés au phénomène El Niño dans 19 pays. En 2016, les dotations du Fonds visant à remédier aux conséquences d'El Niño sur le plan humanitaire se sont élevées à 61 millions de dollars et ont permis de financer des opérations de secours dans 13 pays.

29. En octobre 2016, l'ouragan Matthew s'est abattu sur les Caraïbes, faisant de nombreuses victimes et d'importants dégâts matériels dans plusieurs pays. Le Fonds, qui a été le principal contributeur à l'appel humanitaire des Nations Unies pour les secours à Cuba, a affecté 5,4 millions de dollars, soit 71 % du montant total de l'appel, aux espaces sécurisés de loisirs et d'éducation pour les enfants; à l'aide alimentaire pour les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes ou allaitantes; aux interventions dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive; aux articles non alimentaires et abris temporaires. L'ouragan a eu des effets dévastateurs en Haïti, où la population peinait encore à se relever complètement du tremblement de terre de 2010 et faisait face à une épidémie de choléra. Il a détruit des habitations, des infrastructures de base et des moyens de subsistance. La souplesse de la structure du Fonds a permis de décaisser 6,8 millions de dollars quelques jours après le passage de l'ouragan, afin d'aider les organismes présents sur le terrain en Haïti à mettre en place les premiers secours. Parmi les activités financées par les dotations du Fonds figuraient la distribution générale de vivres aux lendemains de l'ouragan, l'apport de soutien aux femmes et filles vulnérables, l'achat de matériel scolaire en prévision de la reprise des classes, l'intensification des activités de prévention du choléra, le renforcement des moyens de gestion de la distribution d'articles non alimentaires aux personnes déplacées par l'ouragan, ainsi que d'autres interventions humanitaires. En décembre, le Coordonnateur des secours

d'urgence a alloué un montant supplémentaire de 3,5 millions de dollars pour aider les familles haïtiennes qui étaient encore hébergées dans des écoles à commencer à réparer d'urgence leur habitation afin que les cours puissent reprendre.

30. De très violents cyclones tropicaux ont également touché des populations vulnérables aux Fidji. Le cyclone tropical Winston, de catégorie 5, s'est abattu sur l'archipel en février 2016; des villages entiers ont été anéantis et des écoles détruites. Des milliers de personnes ont cherché d'urgence des abris où se réfugier. La priorité a consisté à fournir des aliments, des soins de santé et des abris, ainsi qu'à rétablir les communications et la circulation entre les îles. Le Fonds a alloué 8 millions de dollars au titre de la composante interventions rapides pour répondre à ces besoins immédiats.

31. En avril 2016, un séisme de magnitude 7,8 a frappé l'Équateur, touchant directement plus de 385 000 personnes et faisant des milliers de blessés et des centaines de morts. Le Fonds a presque immédiatement décaissé 7,5 millions de dollars. Ce montant a aidé les organismes et leurs partenaires à fournir des services de soins primaires, des abris, des articles de première nécessité et de l'eau potable, et à mettre en place des mesures de protection contre la violence sexuelle et sexuelle, des services de coordination et de gestion des camps et d'autres services d'appui, comme une matrice de suivi des déplacements.

32. En Angola, le Fonds a financé en mars 2016 des interventions d'urgence contre une épidémie de fièvre jaune. La fièvre jaune est apparue dans ce pays à la fin de l'année 2015 et des millions de personnes ont été vaccinées dans les provinces les plus touchées dans le cadre de campagnes menées d'urgence par l'OMS, qui utilisaient les stocks de vaccins du Groupe international de coordination. Le Fonds a alloué 3 millions de dollars à l'OMS en mars pour reconstituer certains des stocks, qui ont ensuite servi à combattre l'épidémie dans le cadre de campagnes de vaccination menées tout au long de l'année 2016 auprès de plus de 2 millions de personnes.

C. Effet des financements du Fonds sur la région

33. Tout comme le précédent, le présent rapport est tout particulièrement axé sur la région du bassin du lac Tchad. Dans les quatre pays qui bordent ce lac, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, plus de 10 millions de personnes se trouvent toujours en situation d'urgence humanitaire en raison de la sécheresse et de la violence liée à Boko Haram qui sévissent dans la région. Au début du mois de février 2017, 2,3 millions de personnes avaient été déplacées, plus de 7,1 millions se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire à des niveaux de crise ou d'urgence et un demi-million d'enfants souffraient de malnutrition aiguë sévère. En outre, des millions de personnes n'avaient pas accès à une eau non polluée, aux soins de santé et à l'éducation.

34. De 2014 à la fin de l'année 2016, le Fonds a alloué 104 millions de dollars à l'aide humanitaire apportée aux personnes touchées par la crise dans le bassin du lac Tchad. En 2016, il a alloué 52,7 millions par l'intermédiaire des guichets interventions d'urgence et financement insuffisant, afin que les quatre pays puissent faire face aux besoins humanitaires résultant de la violence liée à Boko Haram. Grâce au Fonds, plusieurs organismes et leurs partenaires d'exécution ont pu adopter une démarche globale face à une situation de crise multidimensionnelle qui était devenue chronique et évoluait rapidement.

35. Les activités de secours humanitaire, financées par les dotations versées par le Fonds en 2016 en vue de répondre aux besoins résultant de la crise dans le bassin du

lac Tchad, ont été vastes et variées : prestation de soins obstétricaux d'urgence, protection des enfants et fourniture d'un soutien psychosocial spécialisé (Cameroun); distribution de rations alimentaires, fourniture d'un appui dans le secteur agricole et du traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée (Tchad); mise en place d'un dispositif minimum d'urgence pour la santé reproductive et les soins de santé, en vue de lutter contre la mortalité maternelle et néonatale, ainsi que distribution d'abris et d'articles non alimentaires aux personnes récemment déplacées (Niger); prestation de services de santé d'urgence et mise en place d'un dispositif minimum d'urgence pour la santé reproductive (Nigéria).

IV. Gestion et administration du Fonds

Groupe consultatif

36. Le Groupe consultatif du Fonds central pour les interventions d'urgence a été créé en application de la résolution 60/124 de l'Assemblée générale, qui l'a chargé de conseiller le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Coordonnateur des secours d'urgence, sur l'utilisation et l'impact du Fonds. En 2016, le Groupe consultatif s'est réuni en mars et en septembre. Lors de la réunion de mars, le Groupe s'est dit favorable à ce que l'objectif de financement du Fonds soit revu à la hausse, pour atteindre un milliard de dollars par an, et a réaffirmé son soutien au Fonds, qui s'attache tout particulièrement à fournir une assistance rapide en vue de sauver des vies. En septembre, le Secrétaire général a nommé huit nouveaux membres appelés à siéger au Groupe consultatif, composé de 18 membres¹. Le Groupe s'est félicité de la réduction des dépenses d'appui aux programmes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de 3 à 2 % et a salué la gestion efficace du Fonds.

Portée, à l'échelle mondiale, des partenariats du Fonds

37. Le Fonds est chargé de verser des dotations aux organismes des Nations Unies uniquement, mais bon nombre de celles-ci sont utilisées dans le cadre de partenariats avec des organisations non gouvernementales, les gouvernements des pays hôtes et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

38. Sur les 470 millions de dollars que le Fonds a alloués en 2015 (année la plus récente pour laquelle des données sur les partenariats sont disponibles)² au titre des dotations, un total de 120 millions de dollars de dotations indirectes a été redistribué par les organismes des Nations Unies destinataires à 648 partenaires d'exécution répartis dans 45 pays. Grâce à ce vaste réseau de partenariats, les dotations ont une portée mondiale sans précédent, qui serait difficile à atteindre dans le cadre d'accords de financement direct avec les donateurs.

39. En 2015, les dotations indirectes représentaient 26 % de l'ensemble des financements versés par le Fonds. Ce chiffre ne tient pas compte du montant des accords en nature avec les partenaires.

40. Parmi les organismes qui ont bénéficié des financements alloués en 2015 par le Fonds au titre des dotations indirectes, la majorité étaient des partenaires

¹ Huit membres ont été nommés au lieu de six habituellement, en raison du départ anticipé de deux membres.

² Les dotations versées par le Fonds central pour les interventions d'urgence sont utilisées dans un délai de six à neuf mois et des rapports décrivant leur utilisation doivent être soumis dans les trois mois qui suivent. Ainsi, les fonds alloués en 2015 ont été utilisés au quatrième trimestre et fait l'objet d'un rapport à la fin de l'année 2016 au plus tard.

nationaux et locaux, dont 320 organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou locales, 161 partenaires gouvernementaux et 24 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les 143 autres partenaires étaient des ONG internationales. Les principaux bénéficiaires des dotations indirectes versées par l'intermédiaire du Fonds étaient l'UNICEF (48 millions de dollars), le HCR (28 millions de dollars) et le PAM (21 millions de dollars).

Suivi

41. En 2016, le Fonds a établi une note d'orientation sur le suivi, à l'échelle nationale, de l'utilisation des dotations qu'il a accordées. Il y précise les rôles et responsabilités de chacun s'agissant de suivre l'utilisation des dotations et de veiller à ce que les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire disposent d'informations pertinentes et en temps voulu. La note a été élaborée pour faire suite aux demandes des partenaires sur le terrain intervenant dans les opérations du Fonds et conformément aux recommandations issues de plusieurs audits et évaluations relatives au Fonds, notamment les audits réalisés par le Bureau des Services de contrôle interne du Secrétariat.

42. Le Fonds a également créé un modèle provisoire d'établissement de comptes rendus de projets, en vue de faciliter l'échange d'informations au niveau des pays et grâce auquel les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire et d'autres acteurs humanitaires présents dans chaque pays seront tenus informés de la mise en œuvre des projets financés par le Fonds.

43. La note d'orientation et le modèle provisoire ont été transmis à tous les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire, en pièce jointe au courrier électronique que le Coordonnateur des secours d'urgence leur a adressé concernant les dotations et l'approbation de celles-ci. Compte tenu du retour positif reçu des coordonnateurs concernant l'utilité du modèle provisoire, ainsi que des observations formulées lors des audits réalisés sur le terrain, le secrétariat du Fonds a décidé de rendre l'utilisation du modèle obligatoire en 2017.

Transparence

44. La transparence est la pierre angulaire du principe de responsabilité. Des initiatives telles que le système de gestion des dotations du Fonds, dont la mise au point s'est poursuivie en 2016, permettent de garantir que toutes les données relatives aux dites dotations soient accessibles sur une plate-forme unique. Lorsque ce système est mis à jour, le système de surveillance financière, qui est administré par le Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ainsi que la page Web du Fonds sont également actualisés. Le lancement du système et son perfectionnement ont grandement contribué à l'augmentation du nombre de rapports établis par le Fonds, conformément aux normes fixées par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Le Fonds rend désormais compte de toutes les dotations qu'il verse, par l'intermédiaire de l'Initiative, qui est volontaire et multipartite, et dont l'objectif consiste à renforcer la transparence et l'efficacité des ressources versées au titre de l'assistance.

45. Le secrétariat du Fonds a également pris des mesures pour publier la liste de ses dotations et contributions sur le site Web Humanitarian Data Exchange, une plate-forme ouverte permettant le partage des données relatives aux situations d'urgence.

Gestion des risques

46. En 2016, le secrétariat du Fonds s'est appuyé sur ses travaux antérieurs pour suivre et communiquer les informations relatives aux enquêtes menées par les partenaires sur d'éventuels cas de fraude relatives aux financements. Conformément à ses directives et à ses procédures opératoires standard en matière de communication, le secrétariat a continué d'assurer la liaison avec les organismes et les donateurs concernant des cas de fraude qui auraient eu lieu en 2016, et actualisé lesdites procédures en fonction des enseignements tirés. Conformément à ces procédures, le Secrétaire général intégrera dans son rapport annuel sur le Fonds un aperçu des cas potentiels d'utilisation frauduleuse intervenus au cours de l'année.

47. En 2016 et au début de l'année 2017, trois cas potentiels d'utilisation frauduleuse des financements dans le cadre de projets subventionnés par le Fonds ont été signalés au secrétariat. La communication des informations et le suivi des dossiers ont été effectués en conformité avec les directives et les procédures opératoires standard. Sur la base d'éléments de preuve recueillis par les bureaux d'enquête de chaque organisme, il a été constaté que dans un cas, ces allégations n'étaient pas fondées, et l'affaire a été classée. Dans les deux autres, les allégations ont été confirmées, le Fonds ayant été exposé à un risque de perte d'une valeur totale estimée à 4 600 dollars.

48. Les enquêtes, ainsi que les mesures de suivi appliquées aux organismes concernés, ont permis de circonscrire les circonstances qui ont donné lieu à ces enquêtes, et aucun autre fonds n'est désormais menacé.

Réduction des dépenses d'appui au programme

49. Le 1^{er} juin 2016, la proportion des dépenses d'appui aux programmes du Fonds a été ramenée de 3 % à 2 %, conformément aux engagements que le Fonds a pris au titre du grand compromis (voir par. 65 ci-dessous). La réduction ayant été appliquée le 1^{er} juin 2016, 2,8 millions de dollars de fonds supplémentaires ont été mis à disposition aux fins du financement de l'aide nécessaire à la survie pour l'année 2016. Elle devrait permettre de dégager 4 millions de dollars chaque année aux fins du financement de cette aide, sur un total annuel de 450 millions de dollars.

Rapports établis par les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire

50. En 2015, année la plus récente pour laquelle de telles données sont disponibles, le Fonds a contribué à sauver la vie de millions de personnes, dont 53 % de femmes et de filles. Toutefois, la proportion de femmes et de filles bénéficiant de l'appui du Fonds était encore plus élevée dans certains domaines : 61 % en ce qui concerne la nutrition et de 55 % la santé. Parmi les personnes ayant bénéficié de l'assistance alimentaire du Fonds 71 % étaient des enfants.

51. On estime que 60 % des personnes ayant bénéficié des dotations allouées par le Fonds en 2015 étaient des réfugiés, des déplacés ou des membres des communautés d'accueil, répartis dans 37 pays.

52. En 2015, grâce à l'assistance humanitaire financée par les dotations que le Fonds à versées :

- 19 millions de personnes ont bénéficié d'une assistance relative à l'eau et à l'assainissement;
- 13 millions de personnes ont eu accès à des soins de santé;
- 11 millions de personnes ont reçu de la nourriture;
- 5,7 millions de personnes ont bénéficié d'interventions de protection;
- 2,6 millions de personnes ont vu leur sécurité alimentaire s'améliorer grâce à l'assistance apportée au secteur agricole;
- 2,1 millions de personnes ont reçu une aide à l'hébergement ou des articles de secours de base;
- 2 millions de personnes ont reçu un soutien nutritionnel;
- De nombreuses personnes ont en outre bénéficié d'un appui multisectoriel, de services relatifs à la lutte antimines, d'assistance en matière d'éducation et d'interventions relatives à l'administration des camps.

53. Le Fonds apporte une réelle valeur ajoutée stratégique qui vient compléter son intérêt en tant que source de financements humanitaires supplémentaires. Interrogés sur la valeur des financements que le Fonds a versés en 2015, 88 % des coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire se sont accordés à dire que les dotations avaient contribué à l'acheminement rapide de l'aide, les 12 % restant ayant estimé qu'elles n'avaient eu qu'une incidence partielle sur la mise en œuvre rapide de l'action humanitaire. Au total, 92 % des coordonnateurs ont déclaré que lesdites ressources avaient contribué à répondre à des besoins humanitaires très urgents, et 85 % ont estimé qu'elles avaient permis d'améliorer la coordination au sein de la communauté humanitaire.

Programme de formation

54. En 2016, le secrétariat du Fonds a continué de dispenser son programme de formation sur la manière d'utiliser le Fonds de manière plus stratégique. Les ateliers prévus dans le programme ciblent les principaux participants aux activités du Fonds, notamment les coordonnateurs résidents, les coordonnateurs de l'action humanitaire, les équipes de pays des Nations Unies, les chefs de file sectoriels et le personnel du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Ils dotent le personnel des missions et du siège d'un éventail d'outils pouvant les aider à surmonter les difficultés rencontrées pour assurer l'utilisation stratégique des fonds, tout en donnant la priorité aux situations humanitaires les plus urgentes. Le secrétariat du Fonds a organisé cinq ateliers sur le terrain et six webinaires à l'intention du personnel affecté aux missions en 2016. Quatre sessions ont par ailleurs été organisées au siège à l'intention de parties prenantes jouant un rôle crucial dans le fonctionnement du Fonds. Grâce à ces activités, les équipes de pays pour l'action humanitaire ont été en mesure de présenter des demandes de fonds plus précises et mieux coordonnées. En 2017, le Fonds continuera d'organiser des ateliers au siège et sur le terrain, tout en augmentant le nombre et la portée des webinaires.

V. Montant des financements disponibles

55. Un montant total de 427,2 millions de dollars a été annoncé en 2016. Au 31 décembre de cette même année, 426,3 millions avaient été reçus (y compris les 76,5 millions reçus en 2015), de la part de 50 États Membres et observateurs, d'une autorité régionale et de donateurs individuels. Six principaux donateurs – l'Allemagne, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse – ont versé des contributions d'un montant total de 36,1 millions de dollars, en plus des contributions initiales qu'ils avaient annoncées pour 2016, en vue d'aider le Fonds à réduire son déficit de financement. En outre, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, 4,3 millions de dollars ont été versés en règlement d'annonces de contributions faites précédemment, et 14,3 millions de dollars ont été avancés pour 2017 par un certain nombre de donateurs.

56. Toutefois, malgré cet appui généreux, il manquait 23,7 millions de dollars pour atteindre l'objectif annuel de 450 millions. Sur ce montant, 13 millions de dollars étaient imputables aux fluctuations des taux de change des monnaies des principaux donateurs par rapport au dollar des États-Unis. Que ce soit en 2015 ou en 2016, le Fonds n'est pas parvenu à atteindre son objectif annuel de 450 millions de dollars.

57. Environ 98,6 % des contributions allouées au Fonds en 2016 provenaient des 20 principaux donateurs (voir annexe II). La contribution la plus importante a été versée par la Suède, suivie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Norvège. Seuls 50 États Membres ont contribué au Fonds en 2016, contre 54 en 2015.

58. Trois pays bénéficiaires (le Bangladesh, l'Iraq et le Myanmar) ont reçu un financement et versé des contributions en 2016, ce qui atteste de leur solidarité à l'égard du Fonds. L'Iraq a contribué au Fonds pour la première fois en 2016.

59. De sa création en 2006 à 2016, le Fonds a reçu un total de 4,6 milliards de dollars en contributions, émanant de 126 États Membres et observateurs, de trois autorités régionales, ainsi que de fondations, d'entreprises et de particuliers. Leurs généreuses contributions ont permis au Fonds de répondre de manière efficace et efficiente aux diverses situations d'urgence humanitaire dans 98 pays.

VI. La voie à suivre

Incidences du Fonds sur le plan humanitaire, en 2017 et au-delà

60. Le Fonds doit actuellement faire face à des situations d'urgence beaucoup plus importantes et plus complexes que celles qui prévalaient lors de son lancement en 2006. Au niveau mondial, les besoins de financement de l'action humanitaire ont plus que quadruplé, passant d'un peu plus de 5 milliards de dollars en 2006 à quelque 21 milliards en 2016. L'ONU estime que plus de 22 milliards de dollars devraient être levés en 2017, afin de répondre aux besoins de près de 93 millions de personnes comptant parmi les plus vulnérables au monde. Cette explosion des besoins, qui sont de plus en plus complexes, signifie que les décideurs doivent réévaluer la capacité actuelle du Fonds de sauver des vies.

61. Pour que le système d'assistance humanitaire soit efficace et puisse répondre aux problèmes en constante évolution auxquels il est confronté, le Fonds doit être solide et adapté à ses objectifs. Or, depuis son lancement, il y a 10 ans, son objectif annuel de collecte de fonds (450 millions de dollars), est resté inchangé.

62. Compte tenu de l'augmentation massive des besoins, en 2016, la proportion des besoins mondiaux couverts par cet objectif a baissé, passant de près de 9 % à un peu plus de 2 %. Après avoir été ajusté pour tenir compte de l'inflation, les 450 millions de dollars équivaldraient à 375 millions en 2006. En d'autres termes, pour maintenir le même pouvoir de financement qu'il avait 10 ans plus tôt, le Fonds aurait dû recueillir près de 540 millions de dollars en 2016.

63. L'objectif de collecte de fonds que l'Assemblée générale avait fixé pour le Fonds en 2006 n'est plus adapté à l'ampleur des crises qui frappent le monde aujourd'hui. En conséquence, le Secrétaire général a demandé que le financement annuel du Fonds soit porté à 1 milliard de dollars d'ici à 2018. L'Assemblée générale a officiellement appuyé cet objectif dans sa résolution 71/127 adoptée en décembre 2016. Certains donateurs ont déjà augmenté leurs contributions en conséquence.

64. S'il disposait d'un capital de 1 milliard de dollars, le Fonds central pour les interventions d'urgence pourrait étendre son influence, tout en conservant à ses interventions leur importance, leur portée et leur célérité. Il pourrait ainsi continuer de mener à bien la mission que l'Assemblée générale lui a confiée de sauver des vies. Tous les États Membres ont la responsabilité de veiller à ce que le Fonds puisse se développer en fonction de l'étendue actuelle des besoins humanitaires.

Le Fonds et le grand compromis sur l'aide humanitaire

65. Lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui s'est tenu à Istanbul en mai 2016, les donateurs et les acteurs humanitaires sont parvenus à un accord sur le grand compromis, qui appelle à fournir aux personnes dans le besoin davantage de ressources, de manière plus efficace et plus rationnelle. Conscient que le système mondial d'action humanitaire manque terriblement de ressources, le grand compromis préconise la mise en place immédiate de nouvelles stratégies.

66. Les 10 engagements énoncés dans le grand compromis visent à promouvoir une plus grande efficacité dans l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment en affectant moins les financements des donateurs humanitaires à des fins spéciales, à améliorer la transparence de l'acheminement, à réduire les coûts de gestion, à appuyer davantage les travailleurs humanitaires recrutés sur les plans local et national et à s'engager à organiser des programmes de subventions en espèces.

67. Le Fonds satisfait à de nombreux engagements énoncés dans le grand compromis. Il est le seul système mondial, souple et sans fonds préaffectés de cette ampleur, ce qui facilite l'acheminement rapide, partout et à tout moment, de l'aide humanitaire aux populations en situation d'urgence. Les projets à financer sont sélectionnés et hiérarchisés de manière commune par les organismes humanitaires présents sur le terrain en fonction d'évaluations des besoins, ce qui permet de mieux coordonner l'intervention et d'obtenir des résultats collectifs. Le Fonds est à l'avant-garde de la transparence, les données relatives aux dotations étant disponibles en temps réel sur de nombreuses plates-formes, notamment sur les sites Web du Service de surveillance financière, de Humanitarian Data Exchange, du Fonds et l'Initiative pour la transparence de l'aide internationale. Il est doté d'un cadre simplifié d'établissement de rapports, qui requiert un seul rapport de synthèse pour l'ensemble des organismes d'exécution. Tous les rapports sont en libre accès sur le site Web du Fonds. En outre, le Fonds constitue une importante source de financement pour les intervenants de première ligne. En 2015 (l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles), plus d'un quart de ses fonds ont été indirectement versés aux partenaires d'exécution d'organismes ayant bénéficié des fonds de l'ONU, dont 143 ONG internationales, 320 ONG nationales et locales,

161 entités gouvernementales et 24 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (voir par. 40 ci-dessus).

Approbation de l'objectif de financement d'un milliard de dollars par an pour le Fonds

68. En décembre, l'Assemblée générale a officiellement approuvé la demande tendant à augmenter l'objectif annuel de financement du Fonds. Consciente de tout ce que le Fonds a fait pour que l'aide nécessaire à la survie des populations touchées par des crises leur soit apportée, l'Assemblée a adopté la résolution 71/127, dans laquelle elle a engagé tous les États Membres (et invité le secteur privé et toutes les personnes et institutions intéressées) à envisager d'accroître leurs contributions volontaires au Fonds afin d'atteindre l'objectif d'un milliard de dollars.

69. Lors de la conférence de haut niveau sur le Fonds Central pour les interventions d'urgence, tenue en 2016, des experts issus des États Membres et des organismes des Nations Unies ont exprimé leur appui à la revalorisation du Fonds. À cette occasion, le Secrétaire général alors en exercice, Ban Ki-moon, a approuvé cette revalorisation et demandé aux États Membres et aux organismes des Nations Unies d'établir leurs priorités en matière de financement et de privilégier les plus vulnérables.

70. Le Fonds est, par définition, un outil destiné à aider la communauté internationale à établir ses priorités en matière de financement. Il poursuivra ses activités en 2017, honorant ainsi la promesse exprimée dans le grand compromis et tirant parti de ce qu'un Fonds d'un milliard de dollars peut offrir, en mettant l'accent sur les enfants, les familles et les communautés qui sont frappés par les crises. Ceux-ci ont le plus à gagner et le plus à perdre, selon la manière dont les priorités sont alignées et financées.

Annexe I

A. Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : état des résultats financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016^a

(En dollars des États-Unis)

Produits	
Contributions volontaires ^b	373 453 016
Autres transferts et dotations	94 917
Produit des placements ^c	1 315 639
Total des produits	374 863 572
Charges	
Subventions et autres transferts	433 935 365
Frais de fonctionnement divers ^d	17 330 347
Total des charges	451 265 712
Excédent/(déficit) sur l'année	(76 402 140)

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

^b Représente les contributions volontaires conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

^c Comprend le montant net de 214 744 dollars (produit de placements) issu de la composante prêts du Fonds central pour les interventions d'urgence conformément à la résolution [66/119](#) de l'Assemblée générale.

^d Comprend les dépenses d'appui aux programmes (Nations Unies) s'élevant à 9 677 107 dollars et les pertes de change nettes s'élevant à 9 062 379 dollars.

B. Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : état des variations de l'actif net pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016^a

(En dollars des États-Unis)

Actif net au 31 décembre 2015	305 788 416
Variations de l'actif net	
Excédent/(déficit) pour l'année	(76 402 140)
Total des variations de l'actif net	(76 402 140)
Actif net au 31 décembre 2016	229 386 276

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

Annexe II

**Fonds central pour les interventions d'urgence
– subventions : montant des contributions annoncées
pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016**

(En dollars des États-Unis)

<i>Contributeur</i>	<i>Contribution énoncée^a</i>
États Membres et observateurs	
Afrique du Sud	428 878
Albanie	1 000
Allemagne	55 133 606
Andorre	16 633
Arabie saoudite	150 000
Argentine	60 000
Arménie	5 000
Australie	7 728 582
Bangladesh	5 000
Belgique	10 893 246
Canada	22 528 736
Chili	30 000
Chine	500 000
Chypre	13 910
Danemark	15 151 515
Djibouti	1 000
Émirats arabes unis	1 000 000
Espagne	2 219 756
Estonie	109 890
États-Unis d'Amérique	3 000 000
Fédération de Russie	1 500 000
Finlande	7 803 790
Guyana	2 179
Inde	500 000
Indonésie	200 000
Iraq	5 000
Irlande	13 917 151
Islande	300 000
Italie	2 507 694
Japon	1 285 908
Kazakhstan	10 000
Koweït	1 000 000
Liechtenstein	201 816
Luxembourg	4 923 414
Monaco	55 866
Monténégro	2 000

<i>Contributeur</i>	<i>Contribution énoncée^a</i>
Myanmar	10 000
Norvège	45 385 514
Nouvelle-Zélande	2 063 274
Pakistan	10 000
Pays-Bas	60 175 055
Pérou	3 973
Philippines	5 000
Portugal	54 705
République de Corée	4 000 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	69 720 796
Singapour	50 000
Suède	83 349 933
Suisse	8 007 256
Thaïlande	20 000
Turquie	450 000
Viet Nam	10 000
Ordre souverain et militaire de Malte	5 000
Total (États Membres et observateurs)	426 512 076
Autorités régionales et locales	
Gouvernement régional de Flandre (Belgique)	659 341
Total (autorités régionales et locales)	659 341
Autres	
Dons de particuliers effectués par l'intermédiaire de la Fondation pour les Nations Unies (inférieurs à 10 000 dollars)	19 632
Total (autres)	19 632
Total	427 191 049

^a Les contributions indiquées sont celles annoncées par les donateurs pour l'année et diffèrent du montant inscrit au titre des produits conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Les montants reçus peuvent être différents des contributions initialement annoncées en raison des fluctuations des taux de change.

Annexe III

Montant total des subventions accordées par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Guichet interventions rapides</i>	<i>Guichet financement insuffisant</i>	<i>Total</i>
Iraq	33 354 244		33 354 244
Ouganda	10 297 497	18 000 027	28 297 524
Soudan	17 644 007	6 991 425	24 635 432
Nigéria	23 483 769		23 483 769
Soudan du Sud	20 823 623		20 823 623
Éthiopie	9 491 863	10 991 119	20 482 982
Tchad	9 991 552	10 000 551	19 992 103
République démocratique du Congo	5 594 179	10 995 505	16 589 684
Mali		15 999 980	15 999 980
Yémen	2 000 000	12 988 837	14 988 837
République populaire démocratique de Corée	5 054 519	8 000 692	13 055 211
Burundi		12 985 955	12 985 955
Somalie	12 885 332		12 885 332
République-Unie de Tanzanie	1 498 097	10 994 664	12 492 761
Libye		11 989 024	11 989 024
République centrafricaine	2 985 563	8 999 815	11 985 378
Haïti	10 383 240		10 383 240
Afghanistan	9 782 398		9 782 398
Jordanie	9 377 520		9 377 520
Rwanda	4 218 944	4 998 778	9 217 722
Fidji	8 022 382		8 022 382
Angola	7 989 386		7 989 386
Équateur	7 501 349		7 501 349
Madagascar	5 988 888		5 988 888
Cuba	5 352 736		5 352 736
Niger	4 989 275		4 989 275
Kenya	962 943	3 998 746	4 961 689
Bangladesh	4 890 038		4 890 038
Guatemala	4 829 690		4 829 690
Lesotho	4 782 918		4 782 918
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 736 155		4 736 155
Mozambique	4 679 803		4 679 803
Sri Lanka	4 320 080		4 320 080
Cameroun	4 187 543		4 187 543
Viet Nam	3 897 864		3 897 864
Myanmar	3 570 457		3 570 457

<i>Pays</i>	<i>Guichet interventions rapides</i>	<i>Guichet financement insuffisant</i>	<i>Total</i>
Swaziland	3 141 908		3 141 908
Guinée	2 971 319		2 971 319
Mongolie	2 442 974		2 442 974
République du Congo	2 366 915		2 366 915
Érythrée		2 002 599	2 002 599
Yémen	2 000 000		2 000 000
Djibouti	1 972 054		1 972 054
Côte d'Ivoire	1 965 416		1 965 416
Népal	1 942 999		1 942 999
Tanzanie	1 498 097		1 498 097
Malawi	1 437 503		1 437 503
Timor-Leste	846 703		846 703
République démocratique populaire lao	328 811		328 811
Total	288 984 456	149 937 717	438 922 173

Note : Le montant total des fonds alloués figurant dans la présente annexe est celui qui a été approuvé par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

Annexe IV

A. Fonds central pour les interventions d'urgence – prêts : état des résultats financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016^a

(En dollars des États-Unis)

Produits	
Produit des placements ^b	–
Total	–
Charges	
Total	–
Excédent sur l'année	–

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

^b Comprend le montant net de 214 744 dollars (produit de placements) issu de la composante subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence conformément à la résolution 66/119 de l'Assemblée générale.

B. Fonds central pour les interventions d'urgence – prêts : état des variations de l'actif net pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016^a

(En dollars des États-Unis)

Actif net au 31 décembre 2015	30 000 000
Variations de l'actif net	
Excédent sur l'année	
Total des variations de l'actif net	–
Actif net au 31 décembre 2016	30 000 000

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

Annexe V

Prêts octroyés par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016

(En dollars des États-Unis)

<i>Organisme</i>	<i>Pays/région</i>	<i>Année de décaissement</i>	<i>Montant</i>
Encours des prêts consentis au 1^{er} janvier 2016			
Total			–
Prêts décaissés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016			
UNRWA	Territoires palestiniens occupés (Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem-Est occupée), Jordanie, République arabe syrienne et Liban	2016	20 000 000
UNICEF	Haïti	2016	8 000 000
Total			28 000 000
Prêts remboursés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016			
UNRWA	Territoires palestiniens occupés (Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem-Est occupée), Jordanie, République arabe syrienne et Liban	2016	20 000 000
Total			20 000 000
Encours des prêts consentis au 31 décembre 2016			
Total			8 000 000

Abbreviations: UNICEF, Fonds des Nations Unies pour l'enfance; UNRWA, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.